ARREST
DE LA COUR
DU PARLEMENT,

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du 6 Août 1761.

VU par la Cour, toutes les Chambres assemblées, le compte rendu en ladite Cour, par l'un des Conseillers en icelle, le 17 Avril dernier, au sujet des Constitutions, Regime & Institut des Prêtres & Ecoliers, se disant de la Société *de Jesus*; Arrêt de la Cour, toutes les Chambres assemblées, dudit jour 17 Avril, qui ordonne que lesdits Prêtres & Ecoliers de ladite Société seront tenus de remettre dans

trois jours au Greffe de ladite Cour, un Exemplaire imprimé des Conſtitutions de ladite Société, notamment de l'Edition faite d'icelles à Prague en 1757, & citée dans l'Ecrit imprimé ayant pour titre : *Mémoire à conſulter, & Conſultation pour les Jéſuites de France, de l'Imprimerie de L. Cellot, rue Dauphine*, 1761. ſignification faite à la Requête du Procureur Général du Roi, ledit jour 17 Avril 1761 dudit Arrêt, par Griveau, Huiſſier de la Cour, aux Supérieurs des Maiſons du Noviciat, du Collége, & Profeſſe des Jéſuites de cette Ville de Paris ; Certificat de Saint-Jean, Greffier Civil des dépôts de la Cour du 18 Avril 1761, que deux Volumes intitulés : *Inſtitutum Societatis Jeſu, Pragæ, anno* 1757, ont été dépoſés par le Frere Antoine de Montigny, de la Compagnie dite *de Jeſus*, Procureur Général de la Province de France ; Arrêté de la Cour du 30 Mai 1761, portant que par quatre Commiſſaires d'icelle vérification ſeroit faite, & Procès-Verbal de collation dreſſé d'un Exemplaire en deux volumes in fol. repréſenté à la Cour, & intitulé : *Inſtitutum Societatis Jeſu, Pragæ, anno* 1757, ſur l'exemplaire ci-deſſus repréſenté, par ledit Greffier des dépôts ; Procès-verbal dreſſé en la Chambre du Conſeil de la Tournelle, ledit jour 30 Mai 1761, de relevée, en exécution de l'Arrêt de lad. Cour du même jour, de la collation & examen dudit Exemplaire, ſur celui précédemment remis au Greffe de ladite Cour ; Autre Arrêté dudit jour 30 Mai 1761, de relevée, par lequel, en conſéquence de la conformité deſdits Exemplaires des Conſtitutions de ladite Société, de la même Edition faite à Prague en 1757, auroit été ordonné que l'Exemplaire précédemment apporté au Greffe de lad. Cour, ſeroit, ſuivant les intentions du Roi, remis ès mains dudit Seigneur Roi ; Arrêté de la Cour du 2 Juin dernier, portant remiſe de la Délibération au 3 Juillet ; autre compte rendu en la Cour les 3, 4, 6 & 7 Juillet dernier, par les Gens du Roi, du contenu èſdits deux Volumes, en exécution dudit Arrêté, & de l'Arrêt de la Cour du 17 Avril précédent ; autre Arrêté de la Cour du 8 Juillet dernier, portant que par des Commiſſaires d'icelle ſeront vûs &

examinés, tant lesdits comptes rendus par l'un des Conseillers de la Cour, & par les Gens du Roi, que ledit Exemplaire desdites Constitutions; Conclusions du Procureur Général du Roi; Oui le rapport de Me Joseph-Marie Terray, Conseiller: tout considéré:

LA COUR, toutes les Chambres assemblées, reçoit, en tant que besoin est ou seroit, le Procureur Général du Roi Appellant comme d'abus de la Bulle commençant par le mot *Regimini*, donnée le 5 des Calendes d'Octobre 1540, par Paul III. portant pour titre: *Prima Instituti Societatis Jesu approbatio*; d'autre Bulle commençant par ces mots: *Injunctum nobis*, donnée la veille des Ides de Mars 1543, portant pour titre, *Facultas quosvis idoneos ad Soc. Jesu, sine restrictione numeri, admittendi, & Constitutiones condendi;* d'autre Bulle commençant par ces mots, *Exposcit debitum*, donnée le 12 des Calendes d'Août 1550, portant pour titre: *Confirmatio alia Instituti, cum majori, tum illius, tum aliorum Societatis Indultorum, declaratione;* d'autre Bulle commençant par ces mots, *Sacræ Religionis*, donnée le 31 Décembre 1552, portant pour titre: *Confirmatio privilegiorum Societati concessorum & aliorum nova Concessio;* & généralement de toutes Bulles, Brefs, Lettres Apostoliques, concernant les Prêtres & Ecoliers de la Société se disant de Jesus, Constitutions d'icelle, Déclarations sur lesdites Constitutions, Formules de Vœux, Decrets des Généraux ou des Congrégations générales de ladite Société, & généralement de tous autres Reglemens ou actes semblables:

Notamment en ce que ledit Institut de ladite Société, seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise, à celle des Conciles généraux & particuliers, à celle du Saint Siége & de tous les Supérieurs Ecclésiastiques, & à celle des Souverains; en tant que d'un côté par lesdites Constitutions, le Général pourroit tout dans ladite Société, au préjudice des décisions desdits Conciles, des Bulles émanées du Saint Siége, des réglemens prescrits par tous Supérieurs Ecclésiastiques, & des Loix émanées des

Princes temporels ; & que d'un autre côté, aucune Puiſſance, ni ſpirituelle ni temporelle, ne pourroit rien dans ladite Société, à laquelle non-ſeulement auroit été attribuée la faculté de changer, caſſer & révoquer ſes propres Conſtitutions, & de s'en donner de nouvelles, ſuivant la diverſité des tems, des lieux & des objets, ſans ſubir à cet égard aucune inſpection, même de la part du Saint Siége, dont l'autoriſation ſeroit cenſée attachée de plein droit à toutes les variations utiles à lad. Société ; mais encore auroit été accordé, au cas qu'il intervînt, de la part de l'Egliſe, du Saint Siége, ou de quelqu'autre Puiſſance que ce fût, quelque acte de révocation ou de réformation, de pouvoir en ce cas rétablir tout de ſa propre autorité dans l'ancien état, & même ſous telle date que voudront choiſir la Société, le Général ou les Supérieurs d'icelle ; le tout ſans qu'il ſoit beſoin d'obtenir même du Saint Siége, ni autoriſation, ni conſentement, ni confirmation. (1)

(1) Non obſtantibus..... Generalis Concilii hujuſmodi aliiſque Apoſtolsici ; necnon in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis Generalibus, vel ſpecialibus conſtitutionibus, & Ordinationibus. (*Bulle* Paſtor. Offic. 1578. *tome* 1. *Edition de Prague*, *pag.* 64. *col.* 2.)

Decernentes..... nullo unquam tempore per nos, aut ſedem prædictam revocari, aut limitari, vel illis derogari poſſe..... & quoties revocari, alterari, limitari vel derogari contingat, toties in priſtinum, & eum, in quo ante præmiſſa erant, ſtatum reſtitutas, de novo, & etiam ſub poſterio datâ per..... Præpoſitum Generalem eligendâ, & conceſſas eſſe & fore (*Bulle* Dum indefeſſæ, 1571. *tom.* 1. *pag.* 43. *col.* 1.)

Et tam hactenus factas, quàm in poſterum faciendas Conſtitutiones ipſas, juxtà locorum & temporum, ac rerum qualitatem, & varietatem, mutare, alterare, ſeu in totum caſſare, & alias de novo condere poſſint & valeant : quæ poſtquàm mutatæ, alteratæ, ſeu de novo conditæ fuerint, eo ipſo apoſtolicâ autoritate præfatâ confirmatæ cenſeantur, eâdem Apoſtolicâ autoritate de ſpeciali gratiâ indulgemus. (*Bulle* Injunctum nobis 1543. *tom.* 1. *pag.* 10. *col.* 2.)

Nulla perſona Societatis privilegium aliquod contrà communia ipſius. Societatis ſtatuta poſtulare audeat, aut obtentum retinere.... ſi quæ verò impetrabuntur hujuſmodi à Sede Apoſtolicâ....irrita ſunt & inania.... niſi.... conſentiente Societate ſit derogatum. (*Compend. verbo* privileg. §. 3. *tom* 1. *p.* 327. *col.* 1.)

Et quoties emanabunt (litteræ revocantes vel limitantes) toties in priſtinum & eum in quo anteà quomodolibet erant, ſtatum, reſtituta, repoſita, & plenariè redintegrata, ac de novo, etiam ſub datâ, per Societatem, illiuſque Præpoſitum Generalem, & alios Superiores prædictos, quandocumque eligendâ, de novo conceſſa, ac etiam confirmata... abſque eo quòd deſuper à dictâ Sede illorum ulterior reſtitutio, revalidatio, confirmatio, ſeu nova conceſſio, impetranda ſit. (*Bulle* Eccleſiæ Catholicæ, 1590. *tom.* 1. *pag.* 104. *col.* 2.)

En ce que ſous le nom de ladite Société, un ſeul homme exerceroit une puiſſance Monarchique ſur la Société entiére, répandue dans tous les Etats, & ſur l'univerſalité de ſes Membres, & des perſonnes vivantes ſous ſon obéiſſance, même ſur celles qui ſeroient exemptes, même ſur celles qui ſeroient pourvues de facultés quelconques ; & que cette Puiſſance s'étendroit non ſeulement ſur l'adminiſtration des biens & ſur le droit de paſſer tous contrats, & d'annuller ceux déja faits, même en vertu de ſes pouvoirs, mais ſeroit tellement une & entiere, que chacun de ceux qui compoſent ladite Société, ſeroit tenu de lui obéir aveuglément comme à J. C. lui - même, quelque choſe que commande ce Général, ſans réſerve, ſans exception, ſans examen, & ſans héſiter même intérieurement : d'apporter à l'exécution de tout ce qu'il preſcrira, la même plénitude de conſentement & d'adhéſion qu'ils ont pour la créance des Dogmes mêmes de la foi Catholique : d'être dans ſes mains comme un cadavre, ou comme un bâton dans celles d'un vieillard, ou comme Abraham ſous les ordres de Dieu qui lui commandoit d'immoler ſon Fils : en ſe pénétrant du principe, que tout ce qu'on lui commande eſt juſte, & en abdiquant tout ſentiment perſonnel & toute volonté propre (2).

(2) Univerſam gubernandi rationem. ... Ignatius fundator .... Monarchicam tamen, & in definitionibus unius Superioris arbitrio contentam eſſe decrevit. (*Bulle* Eccleſiæ Catholicæ, *tom.* 1. *p.* 102. *col.* 1.)

Plenam in univerſos ejuſdem Societatis ſocios & perſonas ſub ejus obedientiâ degentes, ubilibet commorantes, etiam exemptos, etiam quaſcumque Facultates habentes, ſuam Juriſdictionem exerceat. (*Bulle* Licet debitum, 1549, *tom.* 1. *p.* 14. *col.* 2.)

Eſt item penès Præpoſitum generalem omnis facultas agendi quoſvis contractus emptionum aut venditionum. (*Conſt. part.* 9. *tom.* 1. *pag.* 436. *col.* 2.)

Et quamvis aliis inferioribus præpoſitis, vel viſitatoribus, vel Commiſſariis ſuam Facultatem communicet, (Generalis) poterit tamen approbare, vel reſcindere quod illi fecerint. (*ibid. pag.* 438. *col.* 2.)

Singuli ſubditorum..... non ſolùm Præpoſito in omnibus, ad Inſtitutum Societatis pertinentibus, parere ſemper teneantur ; ſed in illo Chriſtum veluti præſentem agnoſcant, & quantum decet venerentur. (*Bulle* Expoſcit debitum, 1550. *tom.* 1. *pag.* 23. *col.* 2.)

Jubendi jus totum penès Præpoſitum erit. (*Bulle* Regimini, 1540. *tom.* 1. *pag.* 6. *col.* 2.)

(Poterit Præpoſitus Generalis) in omnibus quod videbitur conſtituere ; & ſemper ei obedientiam ac reverentiam, ut qui Chriſti vices gerit, præſtari oportebit. *Conſt.*) *part.* 9. *tom.* 1. *pag.* 438. *col.* 2.)

En ce que ladite autorité abſolue s'étendroit même ſur le Contrat naturel, qui liant les Membres à la Societé, doit lier la Societé à ſes Membres ; que néanmoins ladite Societé ne ſeroit aucunement engagée de ſon côté ; & que tandis que tous ſes Membres lui ſeroient définitivement liés, le Général pourroit en tout tems renvoyer chacun d'eux, ſans être tenu de pourvoir à leurs beſoins temporels, même les plus urgens (3).

En ce que, pour d'autant plus aſſûrer l'exercice de ce pouvoir abſolu, l'eſprit général dudit Inſtitut, ſuivi dans les Conſtitutions, ſeroit de n'établir différentes Régles apparentes, qu'en les détruiſant en même temps, ſoit par d'autres Régles oppoſées qui ſe trouveroient dans d'autres endroits des mêmes Conſtitutions, ſoit par des diſtinctions & exceptions de tout genre, ajoutant que dans la pratique les Membres de lad. Société ne ſont obligés, même ſous peine de péché véniel, à aucun des

Ut ſtatuatis vobiſcum ipſi, quidquid Superior præcipit, ipſius Dei præceptum eſſe & voluntatem : atque ut ad credenda, quæ Catholica fides proponit, toto animo aſſenſuque veſtro ſtatim incumbitis ; ſic ad ea facienda, quæcumque Superior dixerit, cœco quodam impetu voluntatis parendi cupidæ, ſine ullâ prorsùs diſquiſitione feramini. Sic egiſſe credendus eſt Abraham filium Iſaac immolare juſſus (*Ep. Præpoſiti Generalis: tom.* 2. *p.* 165. *col.* 2.)

Sibi quiſque perſuadeat, quòd qui ſub obedientiâ vivunt, ſe ferri ac regi à divinâ Providentiâ per Superiores ſuos, ſinere debent, perinde ac ſi cadaver eſſent, quod quoquo verſus ferri, & quâcumque ratione tractari ſe ſinit : vel ſimiliter atque ſenis baculus, qui ubicumque & quâcumque in re velit eo uti, qui eum manu tenet, ei inſervit. *Conſt. part.* 6. *tom.* 1. *pag.* 408. *col.* 1.

Obedientia tum in executione, tum in voluntate, tum in intellectu ſit in nobis ſemper omni ex parte perfecta ; cum magnâ celeritate, ſpirituali gaudio & perſeverantiâ, quidquid nobis injunctum fuerit, obeundo ; omnia juſta eſſe nobis perſuadendo, omnem ſententiam ac judicium noſtrum contrarium cæcâ quâdam obedientiâ abnegando (*ibid. col.* 1.)

(3) Declaramus memoratam Societatem Jeſu non teneri, nec obligatam eſſe ad ullam ſubminiſtrationem, ſivè congruæ ſuſtentationis, ſive alimentorum, ſive alio quocumque titulo, & causâ, illis faciendam, qui poſt triennium probationis, & emiſſionis votorum ſimplicium, extrà dictam Societatem à ſuis ſuperioribus ejiciuntur, tametſi dum in eâ permanebant, ad Sacros etiam Presbyteratûs Ordines ſine beneficio Eccleſiaſtico, ac patrimonio, & ad titulum Religioſæ paupertatis promoti fuerint ; ſicque & non aliter in præmiſſis per quoſcumque judices ordinarios & delegatos..... ſublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate, & autoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum & inane, ſi ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter, vel ignoranter, contigerit attentari, decernimus. (*Bull.* Injuncti nobis. *1728 tom.* 1. *p.* 200. *col.* 2.)

points contenus dans lesdites Constitutions, à moins qu'il ne leur soit spécialement prescrit en vertu de la sainte obéissance, par le Supérieur qui a droit de juger de ce qui convient aux occasions & aux personnes, ensorte que le seul point constant seroit de faire régler & décider tout par le seul Général de ladite Société (4).

(4) Qui quidem Præpositus de consilio Consociorum, Constitutiones.... in concilio condendi autoritatem habeat, majori suffragiorum parte semper statuendi jus habente. Concilium verò intelligatur esse, in rebus quidem gravioribus, ac perpetuis, major pars totius Societatis, quæ à Præposito commodè convocari poterit; in levioribus autem & temporaneis, omnes illi, qui in loco ubi Præpositus noster residebit, præsentes esse contigerit. (*Bulle* Regimini, *tom.* 1. *p.* 6. *col.* 2.) Concilium verò necessariò convocandum ad condendas vel immutandas Constitutiones, & alia graviora, ut alienare, vel dissolvere domos, ac Collegia semel erecta, intelligatur esse major pars totius Societatis professæ, juxtà Constitutionum nostrarum declarationem, quæ sine magno incommodo potest à Præposito generali convocari: in aliis, quæ non ita magni momenti sunt, idem Præpositus, adjutus, quatenùs ipse opportunum judicabit, fratrum suorum consilio, per seipsum ordinandi & jubendi jus totum habeat. (*Bulle* Exposcit debitum, 1550 *tom.* 1. *pag.* 22. *col.* 2.)

In vestitûs itidem ratione tria observentur: primum, ut honestus ille sit; alterum, ut ad usum loci in quo vivitur, accommodatus; tertium, ut professioni paupertatis non repugnet. Videretur autem repugnare si sericis vel pretiosis pannis uteremur; à quibus abstinendum est, ut in omnibus humilitatis & submissionis debita ad majorem Dei gloriam ratio habeatur (*Const. sexta Pars. cap.* 2. §. 15. *t.* 1- *p.* 410. *col.* 1.) Hoc intelligendum est in iis, quibus Domus novas vestes providet: non tamen repugnat, quòd qui Societatem ingrediuntur, si panno pretiosiore aut re simili induti venerunt, eo uti possint: nec etiam si in occurrenti aliquâ occasione vel necessitate quis vestibus melioribus, honestis tamen, indueretur: sed ad ordinarium vestiendi modum eis uti non debent. Et nihilominus considerandum quòd non omnes eisdem viribus naturalibus, nec sanitate corporis, nec ætate ad eam convenienti pollent: atque ità juxtà majus particulare bonum hujusmodi personarum, & universale aliarum multarum, id considerandum est; &, quoad ejus fieri poterit, ad majorem Dei gloriam providendum. (*Decl. in cap. secundum ibid. p.* 411. *col.* 2. *&* 412. *col.* 1.)

Omnia quæ speciem habent sæcularis negotiationis, in colendis videlicet agris, vendendis in foro fructibus, & similibus, intelligantur prohibita esse nostris. (*Decreta secundæ Congregationi*, *n°.* 61. *ibid.* 499. *col.* 1.) Cùm postulatum esset quænam essent illa quæ negotiationis speciem habent, à quibus nostri juxtà Canonem vigesimum quintum Congregationis secundæ abstinere jubentur; censuit Congregatio, varia illa esse, neque omnia recenseri posse. Inter alia tamen numerari hæc posse: Primò, conducere agros alienos, ut ex iis lucrum & quæstum facias. Non tamen habere speciem negotiationis, eos conducere ad prædiorum nostrorum administrationem, vel animalium nostrorum sustentationem. Secundo, emere aliqua, ut nostrâ posteà industriâ cariùs vendantur. Emere tamen animalia ad prædiorum pascua consumenda, quæ posteà divendantur, non censuit negotiationis speciem habere; sicut nec emere quæ putantur usibus nostrorum necessaria, quæ superflua posteà vendantur. Tertio, Typographiæ sumptus pro edendis nostrorum libris suppeditare, exemplaque damno

En ce qu'il ſeroit accordé audit Inſtitut toutes ſortes de Priviléges, même ceux qui ſeroient le plus contraires aux Droits des Puiſſances temporelle & ſpirituelle, à ceux des Ordinaires, des Paſteurs du ſecond Ordre, des Univerſités & des autres Corps Séculiers & Réguliers : & que dans le cas où on voudroit attaquer leſdits Priviléges, moleſter ou inquiéter tacitement ou expreſſément ledit Inſtitut, il lui ſeroit concédé de ſe nommer des Conſervateurs avec faculté d'employer pour leur défenſe toutes les reſſources opportunes de droit & de fait, même ſans reſpecter la puiſſance Royale (5).

lucroque noſtro divendenda accipere: quæ res, licet abſolutè negotiatio Clericis interdicta non ſit, noſtris tamen videtur omninò interdicenda, nec niſi graviſſimas ob cauſas à P. noſtro permittenda. Quartò, Typographiam in collegiis habere, in quâ libri excuſi, externis divendantur. In utrâque tamen Indiâ, partibuſque Septemtrionalibus, prò libris piis & ad Religionem ſpectantibus, ſcolarumque noſtrarum, cum vel Typographi deſunt, vel Catholici deſunt, judicio P. noſtri rem totam committendam cenſuit. (*Decreta ſeptimæ Congregationis*, n°. 84. *ibib. pag.* 607. *col.* 2. & 608. *col.* 1.) Studiosè devitet (Procurator Provinciæ) omnem ſpeciem negotiationis, aut quæſiti lucri, emptione, aut venditione rerum aliunde acceptarum, aut aliò mittendarum, permutatione pecuniarum, aliterve. Si tamen contingeret ex negotiorum geſtione lucrum aliquod ſuâ quaſi ſponte enaſci, ſciat non licere ipſi, de eo diſponere, niſi ex judicio Provincialis, & illud omne deducendum eſſe in rationes, haud ſecùs ac cætera accepta & expenſa. (*Regulæ Procuratoris Provinciæ* : *t.* 2. *p.* 144. *col.* 2.)

Ne in laqueum ullius peccati... incidant... viſum eſt nobis... nullas Conſtitutiones Declarationes, vel ordinen ullum vivendi, poſſe obligationem ad peccatum mortale vel veniale inducere; niſi ſuperior ea in nomine Domini noſtri Jeſu-Chriſti, vel in virtute obedientiæ juberet; quod in rebus, vel perſonis illis, in quibus judicabitur, quod ad particulare unius cujuſque, vel ad univerſale bonum multùm conveniet, fieri poterit. (*Conſt. part.* 6. *tom.* 1. *pag.* 414. *col.* 2. & *p.* 415.)

(5) Societas & univerſi illius Socii, ac perſonæ, illorumque bona quæcumque, ab omni Superioritate, Juriſdictione, & correctione ordinariorum ſunt exempta ac libera.... ita quód præfati Prælati aut quævis alia perſona nequeat, etiam ratione delicti, ſeu contractus, vel rei de quâ agitur, ubicumque committatur delictum, ineatur contractus, aut res ipſa conſiſtat, Juriſdictionem quomodolibet exercere. (*Compend. verbo* Exemptio, *tom.* 1. *p.* 296. & 297.)

Generali..... bona..... vendere.... liti deſuper habitæ, ac actioni etiam in non poſſeſſorem cedere, & reum citare, utilitatem que venditionum, & aliorum hujuſmodi, vel etiam neceſſitatem aut aliam cauſam propter quam fiant, ſimpliciter & abſque figurâ judicii cognoſcere, judicare, definire, & penitùs terminare liberè & licitè valeant,.... concedimus..... Necnon quidquid ſecùs ſuper his à quoquam quâvis, autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum & inane decernimus. (*Bulle* Ex debito, 1582, *tom.* 1, *p.* 70. 71. & 72.)

Univerſam Societatem omniaque & ſingula illius.... ubilibet conſiſtentia.....

En

En ce que chacune des diſpoſitions ſuſdites, notamment l'obligation impoſée à tous les membres de lad. Société d'une obéiſſance aveugle dans l'exécution, comme dans l'acquieſcement, envers toute volonté du Général, ſans examen ſur la juſtice d'aucun ordre émané de lui, l'étendue des prohibitions portées par leſdites Conſtitutions, le genre des pouvoirs attribués aux-

à quibuſvis decimis, etiam Papalibus, prædialibus, perſonalibus, quartis, medietatibus, & aliis fructuum partibus, ſubſidiis etiam caritativis, & aliis ordinariis oneribus.... Etiam.... pro defenſione Patriæ ac aliàs quomodolibet etiam ad Imperatorum, Regum, Ducum, & aliorum Principum inſtantiam, protempore Impoſitis... perpetuò liberamus. (*Bulle* Exponi nobis, 1561. *tom.* 1. *p.* 32. *col.* 2. & *p.* 298. *col.* 1.)

Definitum eſt ne quis Rex, Principes, Duces..... Noſtris ſeu rebus ſeu perſonis audeant vel præſumant Gabellas, Talias, Datia, Collectas, etiam pro pontium refectionibus, aut viarum reparationibus.... inferre, indicere, vel imponere, aut.... exigere, ſub excommunicationis & maledictionis æternæ pœnis: quas, niſi præſentium habitâ notitiâ, prorſùs deſiterint, ipſo facto incurrant. (*Compend. verbo* Exemptio. §. 8. *tom.* 1. *p.* 298. *col.* 2.)

Nec (licet) ullis Prælatis contrà aliquem de Societate, vel contrà alios eorum cauſâ, aliquam excommunicationis, ſuſpenſionis vel interdicti ſententiam.... ferre..... irrita eſſe cenſeatur. (*Bulla* Licet debitum 1549, *tom.* 1. *p.* 16. *col.* 2.)

Epiſcopi prohibere non poſſunt, ne à Dominicâ Palmarum uſque ad Dominicam in Albis, adminiſtremus Sacramentum Pœnitentiæ. (*Compend. verbo* Confeſſarius, *tom.* 1. *p.* 285. *col.* 2.)

Chriſti fidelibus ipſis Euchariſtiæ & alia Eccleſiaſtica Sacramenta, ſine alicujus præjudicio Miniſtrandi; Diœceſanorum locorum, Rectorum Parochialium & aliarum Eccleſiarum, aut quorumvis aliorum licentiâ deſuper minimè requiſitâ. (*Bulle* Cum inter, 1545. *tom.* 1. *p.* 12. *col* 1.)

Epiſcopi.... non poſſunt tamen generatim prohibere ne noſtri prædicent in Eccleſiis Societatis. (*Compend. verbo* Prædicatores § 2. *tom.* 1. *p.* 325. *col.* 2.)

Omnes.... cujuſcumque conditionis exiſtant, qui..... Prædicationibus..... Fratrum Societatis.... in Eccleſiis ubi ipſi concionabuntur interfuerint, diebus hujuſmodi Miſſas & alia divina officia audire, & Eccleſiaſtica Sacramenta ibidem recipere, liberè & licitè valeant: Nec ad id, ad proprias Parochiales Eccleſias accedere teneantur. (*Bulle* Licet debitum 1549. *t.* 1. *p.* 16. *col.* 2.)

Societati ſinguliſque illius perſonis ac eorum familiaribus,..... ut in quibuſcumque cauſis tam civilibus quam criminalibus ac mixtis,.... omnes & ſingulos Archiepiſcopos..... & Cathedralium Eccleſiarum Canonicos..... in ſuos poſſint aſſumere conſervatores & judices ordinarios.... Ipſis ſic electis... aut uni eorum.... non permitterent Societatem..... à quibuſcumque perſonis tam ſæcularibus quàm Eccleſiaſticis, ac quâcumque autoritate & ſuperioritate fungentibus, quoquo modo indebitè moleſtari.... detentores.... injuriatores.... necnon contradictores quoſlibet & rebelles, etiamſi aliàs.... qualificati exiſterent.....per ſententias, cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas, aliaque opportuna juris & facti remedia, appellatione poſtpoſitâ, compeſcendo. (*Bulle* Æquum reputamus, 1573. *tom.* 1. *p.* 45. *col.* 1.)

Non permittentes eos.... per quoſcumque..... quâcumque, etiam Pontificali, Re-

dits soi-disans Conservateurs, tendroient à compromettre la sûreté même de la personne des Rois. Que des articles plus précis encore desdites Constitutions concourroient à porter atteinte à cette sûreté : & que d'ailleurs chacun des membres de ladite Société étant obligé de se soumettre aux définitions d'icelle, dans les objets même de leur Doctrine, sur lesquels ils auroient des opinions différentes des Sentimens de l'Eglise, il ne doit & ne peut y avoir qu'une créance, une doctrine & une morale uniforme dans ladite Société, sçavoir celles qu'elle jugeroit les plus accommodées au tems, les meilleures, & les plus convenables pour ladite Société (6).

giâ vel aliâ autoritate fungantur, publicè vel occultè, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, quovis quæsito colore..... molestari vel inquietari. (*Bulle* Salvatoris Domini, 1576. *tom.* 1. *p.* 58. *col.* 2.)

(6) Præcipitur in virtute sanctæ obedientiæ & sub pœnâ excommunicationis... inhabilitatis ad quævis officia, suspensionis à divinis, & aliis Præpositi Generalis arbitrio reservatis; ne quis nostræ Societatis, publicè vel privatim, prælegendo, seu consulendo, multò etiam minùs libros conscribendo, affirmare præsumat, licitum esse, cuique personæ, quocumque prætextu tyrannidis, reges aut principes occidere, seu mortem eis machinari. Provinciales autem qui aliquid eorum resciverint, nec emendaverint, aut non prævenerint incommoda quæ ex contrario sequi possent, efficiendo ut hoc Decretum sanctè observetur, non modò prædictas pœnas incurrere, sed etiam officio privari voluit P. Claudius. (*Tom.* 2. *p.* 5. *col.* 2. *cap.* 5. *tit.* de Tyrannicidio.)

In virtute sanctæ obedientiæ commendatur Provincialibus ne in suâ Provinciâ quidquam, quâcumque occasione, aut linguâ, evulgari patiantur à nostris, in quo de potestate summi Pontificis suprà Reges & Principes, aut de Tyrannicidio agatur, nisi priùs recognitum Romæ & probatum sit. (*ibid. col.* 2.)

Iterum ordinamus ... ne quis in posterùm hanc materiam tractet, aut Libris editis aut scriptis quibuscumque, nec publicè disputet, aut doceat in Scholis : ut occasiones omnes offensionis & querelarum præcidantur. (*ibid. p.* 6. *col.* 1.)

Si quis aliquid sentiret, quod discreparet ab eo quod Ecclesia & ejus Doctores communiter sentiunt; suum sensum definitioni ipsius Societatis debet subjicere. (*Decl. in consl. tom.* 1. *p.* 375. *col.* 2.)

In opinionibus etiam, in quibus Catholici Doctores variant inter se, vel contrarii sunt, ut conformitas etiam in Societate sit, curandum est. (*ibid. p.* 375. *col.* 2.)

Doctrinæ igitur differentes non admittantur, nec verbo in concionibus, vel lectionibus publicis, nec scriptis libris, qui quidem edi non poterunt in lucem, sine approbatione atque consensu Præpositi Generalis, qui eorum examinationem saltem tribus committat, sanâ doctrinâ & claro judicio in eâ facultate præditis; imò & judiciorum de rebus agendis diversitas.... nec quæ (conformitati & unioni) adversantur, permittenda. (*Consl. part.* 3. *tom. pag.* 372 & 273.)

Si aliqua summa, vel liber Theologiæ Scholasticæ conficeretur, qui his nostris temporibus accommodatior videretur.... (*Declar. in Const. part.* 4. *t.* 1. *p.* 397. *col.* 2.)

Omnes (ut plurimùm) eamdem Doctrinam quæ in Societate fuerit electa, ut melior & convenientior nostris, sequantur. Qui autem studiorum cursum jam perege-

Permet au Procureur-Général du Roi de faire intimer le Général & Société desdits soi-disants Jésuites sur ledit Appel comme d'abus sur lequel les Parties auront audience au premier jour ; lors du Jugement duquel Appel comme d'abus, seront rapportés à la Cour tous Edits, Déclarations & Lettres-Patentes duement vérifiées en icelle, concernant ladite Société, pour être, sur le tout, conjointement statué & ordonné ce qu'il appartiendra.

ORDONNE que le présent Arrêt sera signifié sans délai aux Maisons de ladite Société qui sont dans la Ville de Paris, & dans un mois au plus tard à toutes les autres Maisons occupées dans le ressort de la Cour, par ceux de ladite Société.

Et sera le présent Arrêt, lu, publié, imprimé, & affiché par-tout où besoin sera.

Fait en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le 6 Août 1761.

rit, advertat ne opinionum diversitas conjunctioni charitatis noceat ; & quoad ejus fieri poterit, Doctrinæ in Societate communiori se accommodet. (*Decl. in Const. part.* 8 *cap.* 1. *tom.* 1. *pag.* 426. *col.* 1.)

Signé, DUFRANC.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement, rue de la Harpe, à l'Hercule, 1761.

Coca
Wieg
folio
oZ
144
.A1
v.6
no.181